

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 6 MAI 2024



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste
Dylan Boutiflat, Secrétaire national aux relations internationales

VISITE DU PRÉSIDENT CHINOIS EN FRANCE : LES DROITS HUMAINS, LA PAIX ET NOTRE SOUVERAINETÉ NE SONT PAS À VENDRE

Alors que le président Xi Jinping visite la France à l'occasion des 60 ans de nos relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, le Parti socialiste interpelle Emmanuel Macron.

Depuis 1964, nos deux pays ont noué un partenariat particulier, pariant sur le fait que les échanges commerciaux ouvriraient la voie au développement humain. Malheureusement, le régime chinois a basculé à l'intérieur dans un autoritarisme violent et sur la scène internationale dans un impérialisme menaçant.

Les alertes des ONG prouvent en outre que la croissance chinoise se nourrit du travail forcé et que sa concurrence tue nos champions industriels, en particulier dans la révolution écologique avec la filière du photovoltaïque.

Il ne suffit pas au président français d'inviter Ursula Van der Leyen à l'Élysée pour affirmer la souveraineté européenne alors que l'UE peine à mettre en place un protectionnisme à ses frontières. La France a perdu sa voix singulière, celle de Mitterrand en 1989 qui appelait au dialogue face à la répression de l'occupation de la place Tian'anmen. Celle de Chirac qui défendait le principe « un pays, deux systèmes » depuis la rétrocession de Hong Kong en 1997.

Les Socialistes français ont initié les législations nationales et européennes instaurant le devoir de vigilance des entreprises qui humanisent l'économie et mondialisent les droits. Ce sont encore nos députés qui en 2022 ont fait reconnaître par l'Assemblée nationale le génocide des Ouïghours et nos députés européens récemment le bannissement des produits de l'esclavage. Notre Premier Secrétaire, Olivier Faure, et le groupe d'études sur la question ouïghoure qu'il co-préside à l'Assemblée, dénoncent la répression contre ces minorités, exigent la fin du travail forcé et demandent au président Macron de relayer les revendications des ONG, notamment le moratoire sur la peine de mort, la fin des arrestations et des détentions arbitraires des défenseurs des droits humains.

Enfin, la campagne européenne permet de sensibiliser nos concitoyens à la souffrance des Chinois, non seulement du Xinjiang, mais du Tibet ou de Hong Kong, voire à l'inquiétude des Taiwanais. Le Parti socialiste partage forcément le combat de notre tête de liste Raphaël Glucksman - qui nous avait alerté depuis plus de 15 ans sur les menaces de Poutine - lorsqu'il déclare que le temps de la naïveté est révolu à l'encontre de la Chine. Les campagnes numériques de désinformation massive, l'instrumentalisation de Tiktok et la présence d'antennes policières chinoises en France nous laissent penser que les ingérences de la Chine sont bien réelles. Sans compter que le soutien de la Chine à l'économie de guerre russe permet au Kremlin de prendre l'avantage sur l'Ukraine.

Dans le contexte global, comme dans l'aire Indo-Pacifique où la France est présente, notre pays a retenu les leçons de l'histoire : l'impérialisme, le nationalisme et le terrorisme se nourrissent des inégalités. Pour les combattre, elle doit affirmer ses principes, convaincre l'UE d'assurer son autonomie stratégique et de nouer des partenariats lucides et plus équitables. Refuser que les Chinois imposent leurs normes mondiales avec les BRICS doit nous encourager à réformer la gouvernance mondiale.

